

CH_VB 2002-2564 2339 vom 1. April 2003

Bundesverwaltung, 2003-04-01, DE

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch_vb_2002-2564_2339

FR: CH_VB 2002-2564 2339 du 1 avril 2003

IT: CH_VB 2002-2564 2339 del 1 aprile 2003

Erwägungen

E. 21

mars 2002 (02.3114), ainsi qu'à l'interpellation Frick du 11 mars 2002 (02.3042), le Conseil fédéral présente à l'Assemblée fédérale le rapport des activités menées par la Suisse à l'ONU depuis son adhésion, avec un accent particulier sur les premiers mois de la 57e Assemblée générale. Ce rapport annonce en outre les axes principaux de la politique que notre pays entend défendre à moyen terme au sein de l'ONU. Conformément au postulat Maury Pasquier du 18 octobre 1998 (98.3482), il donne également une vue d'ensemble des activités de la Confédération en sa capacité d'Etat hôte d'organisations internationales. Enfin, il définit l'approche qui sera appliquée en matière de candidatures suisses afin de permettre une présence adéquate des citoyens suisses dans des postes à responsabilité au sein des Nations Unies. Nous vous prions d'agréer, Messieurs les Présidents, Mesdames et Messieurs, l'assurance de notre haute considération.

E. 26

août au 4 septembre 2002. Aussi la 57e Assemblée générale, qui a débuté le 10 septembre 2002 et prendra fin en septembre 2003, représente-t-elle une importante étape pour l'examen de la mise en œuvre de la Déclaration du Millénaire et du suivi des grandes conférences. Lors des débats consacrés à ce thème, en octobre 2002, le secrétaire général de l'ONU a souligné sans ambiguïté que de très importants efforts sont encore nécessaires de la part des Etats si la communauté internationale veut atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés. Pour l'heure, les progrès enregistrés restent trop limités.

6 Chaque Assemblée générale couvre une année complète, mais la phase la plus intensive des travaux se déroule entre le début de la session, en septembre, et le mois de décembre de la même année.

2344 Par ailleurs, la communauté internationale s'est mobilisée pour tenter de lutter efficacement contre les graves menaces contre la paix et la sécurité que représentent les mouvements extrémistes et les actes de terrorisme. L'ONU a été appelée à jouer un rôle essentiel dans cet effort. Les Etats membres ont été presque unanimes à souligner qu'elle seule pouvait conférer une légitimité internationale au contrôle du désarmement irakien et à toute opération armée. D'intenses efforts diplomatiques ont notamment permis le retour des inspecteurs en Irak, marquant ainsi une étape importante et démontrant le rôle incontournable de l'ONU dans ce domaine.

2.1.2 La Suisse membre de l'ONU: premier bilan Le 10 septembre 2002, la Suisse a été accueillie dans un climat particulièrement chaleureux par l'Assemblée générale comme nouveau et 190e membre de l'Organisation des Nations Unies⁷. Au préalable, le président du Conseil de sécurité, organe auquel incombe la responsabilité de recommander l'adhésion des nouveaux membres à l'Assemblée générale, avait qualifié l'événement d'«occasion historique». Dans son

discours prononcé à New York le jour de l'adhésion, le président de la Confédération, M. Kaspar Villiger, a affirmé la volonté de la Suisse de participer de manière constructive, mais aussi critique, aux travaux de l'ONU. Il a notamment rappelé que la Suisse entrait à l'ONU en tant qu'Etat neutre, réitérant ainsi le principe que notre pays avait déjà pleinement exprimé dans sa demande d'adhésion. Tant le Secrétaire général que le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale avaient pris connaissance de cette volonté, laquelle a été parfaitement comprise et respectée. La participation fructueuse de la Suisse aux travaux de l'Assemblée générale, comme sa capacité de se prononcer sur toutes les décisions, sont venues démontrer que la neutralité est parfaitement compatible avec l'appartenance à l'ONU. Suite à l'adhésion, la Suisse a été en mesure de prendre part aussitôt aux travaux de l'Assemblée générale. La participation de notre pays à ces travaux avait été soigneusement préparée, afin de permettre à la délégation suisse, appuyée par l'ensemble des services concernés de l'administration fédérale, de représenter efficacement notre pays. Durant le traditionnel débat général auquel participent de nombreux chefs d'Etats et ministres, le chef du Département fédéral des affaires étrangères, le conseiller fédéral Joseph Deiss, a présenté les priorités de la Suisse aux Nations Unies, notamment en matière de politique de paix et de sécurité humaine, de droits de l'homme, de renforcement du droit international et de coopération au développement. Il a également entretenu de nombreux contacts bilatéraux. Tant en session plénière qu'au sein des six Commissions que compte l'Assemblée générale, la Suisse s'est attachée à avoir une vue d'ensemble des 170 points inscrits à l'ordre du jour de la session. Elle a pris part à tous les votes. Sur un total de plus de 300 résolutions traitées par l'Assemblée générale, dont une majorité ont été adoptées par consensus, la Suisse a co-parrainé une soixantaine de textes et en a présenté deux⁸. Sa présence active au sein de l'organisation mondiale lui a permis de

7 La résolution sur l'«admission de la Confédération suisse à l'Organisation des Nations Unies» porte la référence A/Res/57/1. 8 L'un traitant du thème des montagnes et l'autre du Sommet mondial sur la société de l'information.

2345 prendre la parole et faire connaître ses positions directement, sans avoir à solliciter comme par le passé les services de pays amis pour faire passer ses messages. Elle a notamment prononcé huit déclarations en session plénière de l'Assemblée générale et vingt-cinq devant les Commissions. Elle a en outre fait quatre interventions lors de débats publics du Conseil de sécurité sur des thèmes auxquels elle attache une importance particulière. Pour les domaines qui avaient été retenus comme prioritaires⁹, la délégation suisse a joué un rôle actif dans les négociations, afin de faire valoir ses arguments et de défendre les valeurs auxquelles elle s'identifie. Elle a contribué, à travers l'organisation de séances, par des démarches formelles ou informelles, ou encore par la mise à disposition de facilitateurs, au succès de plusieurs résolutions. Les mécanismes mis en place, que ce soit de consultation, de prise de décision, de transmission d'instructions ou encore de préparation d'interventions, ont dans l'ensemble bien fonctionné. Ils seront évalués et adaptés de manière constante pour permettre à la Suisse d'utiliser pleinement les possibilités que lui offre son nouveau statut. Les délégués suisses ont constaté qu'ils étaient devenus des partenaires de discussion et de négociation à part entière, recherchés par les autres délégués désireux de promouvoir leurs propres positions et initiatives. Les représentants suisses ont donc pu intensifier et approfondir les contacts qu'ils entretenaient avec les délégations des autres pays ainsi qu'avec le Secrétariat de l'ONU. Le bilan de ces contacts est jugé de part et d'autre positif. De manière générale, les sollicitations des autres

Etats membres à l'égard de notre pays ont dépassé les attentes. C'est aussi une forme de reconnaissance du fait que la Suisse a une politique étrangère ancrée dans une tradition bien établie et défend sans «agenda caché» les valeurs qui lui sont chères, ce qui lui confère un profil politique apprécié. La Suisse jouit d'une crédibilité certaine, fondée sur la constance, la prévisibilité et l'autonomie de ses décisions. Notre adhésion représente, et c'est peut-être l'enseignement majeur à tirer de cette première Assemblée générale, à la fois une chance et un défi à cet égard. Au plan financier, la Suisse a versé ses contributions à titre d'observateur du 1er janvier au 30 septembre, puis à titre de membre pour la période du 1er octobre au

E. 31

21 membres de l'Organisation mondiale du commerce disposent d'une mission séparée auprès de l'OMC: Australie, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Etats-Unis d'Amérique, Guatemala, Haïti, Honduras, Hong Kong (Chine), Hongrie, Inde, Malaisie, Mexique, Norvège, Panama, Pakistan, Suisse, Territoire douanier distinct de Taïwan, Penghu, Kinmen et Matsu, Thaïlande et Turquie.

E. 32

16 membres de la Conférence du désarmement disposent d'une représentation séparée auprès de la CD: Allemagne, Australie, Belgique, Canada, Chili, Chine, Etats-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Inde, Italie, Japon, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

E. 33

Missions spéciales: voir liste à la page 75.

E. 34

Délégations permanentes des organisations internationales (Bureaux d'observateurs): Banque mondiale, Groupe ACP, LEA, OAT, OCI, OIF, UA et UE. L'UE est représentée à Genève par la Délégation permanente de la Commission européenne et par le Bureau de liaison du Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne. Ces délégations représentent leur organisation auprès de l'ONUG et/ou de l'OMC, voire également auprès d'autres organisations internationales.

E. 35

Autres entités (observateurs): Autorité palestinienne et G15. L'Ordre souverain et militaire de Malte a également un statut d'observateur auprès de l'ONUG.

2414 – Missions permanentes auprès de l'ONUG (et des autres organisations internationales) sises hors de Genève (à l'étranger) 36 6 Représentations du pays hôte – Mission permanente de la Suisse auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève – Division multilatérale – Représentant permanent de la Suisse auprès de la CD – Division Etat hôte – Mission permanente de la Suisse près l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'Association européenne de libre-échange (AELE) (CEE- ONU, CNUCED, CCI) Missions spéciales (10) – Délégation de la Fédération de Russie à la Commission spéciale de vérification (CSV) – Délégation des Etats-Unis d'Amérique à la Commission spéciale de vérification (CSV) – Délégation de l'Ukraine à la Commission spéciale de vérification (CSV) – Délégation de la République du Bélarus à la Commission commune du respect et des inspections (CCRI) – Délégation de la

République du Kazakhstan à la Commission commune du respect et des inspections (CCRI) – Délégation de la Fédération de Russie à la Commission commune du respect et des inspections (CCRI) – Délégation des Etats-Unis d'Amérique à la Commission commune du respect et des inspections (CCRI) – Délégation de l'Ukraine à la Commission commune du respect et des inspections (CCRI) – Délégation de la Fédération de Russie à la Commission consultative permanente – Délégation des Etats-Unis d'Amérique à la Commission consultative permanente

E. 36

Missions permanentes auprès de l'ONUG sises hors de Genève (basées à l'étranger): Antigua-et-Barbuda (Londres), Dominique (Londres), Guinée équatoriale (Paris), Guinée-Bissau (Bruxelles), Niger (Bruxelles) et Togo (Paris).

2415 Organisations non gouvernementales (ONG) ONG avec statut consultatif auprès des Nations Unies: ONG établies à Genève (avec siège principal ou représentation) env. 170
ONG établies en Suisse hors de Genève env. 60 Total des ONG établies en Suisse env. 230
Réunions, délégués et visites officielles (chiffres arrondis) 200037 OI à Genève OI en Suisse (y.c. Genève) ONG à Genève Réunions et conférences organisées chaque année 2 055 2 190 1 500 Réunions et conférences calculées en séances d'une 1/2 journée 17 170 17 579 3 312 Délégués/experts assistant aux réunions et conférences 89 000 94 165 22 000
Visites à Genève de Chefs d'Etat/gouvernement, de Ministres et d'autres personnalités officielles (VIP) par an 38 3000 Indications financières (en francs suisses)³⁹ – Dépenses engagées en 2000 par les organisations internationales établies à Genève 3,991 milliards – Dépenses engagées en 2000 par les organisations internationales établies en Suisse – dont 2,4 milliards de dépensés sous forme de salaires versés à des personnes résidant en Suisse ou sous forme de montants versés à des entreprises établies dans le pays pour des achats de biens ou de services 4,253 milliards

E. 37

Source: «Enquête sur les organisations internationales» publiée par l'Office cantonal de la statistique - Genève (OCSTAT : www.geneve.ch/statistique) (mars 2002, données pour 2000). Une réunion s'étend en principe sur plusieurs jours; chaque séance dure en moyenne trois heures.

E. 38

A titre d'exemple, le Directeur général de l'ONUG a reçu en 2001 plus de 190 visites officielles (Secrétaire général des Nations Unies, Chefs d'Etat, Chefs de gouvernement, Ministres, Secrétaires d'Etat et autres dignitaires).

E. 39

Source: «Enquête sur les organisations internationales» publiée par l'Office cantonal de la statistique – Genève (OCSTAT: www.geneve.ch/statistique) (mars 2002, données pour 2000).

2416 Emplois et communauté internationale (chiffres arrondis) – Emplois dans les organisations internationales (OI) en Suisse⁴⁰ 25 000 – Fonctionnaires internationaux en Suisse, titulaires d'une carte de légitimation délivrée par la Mission suisse 17 900 – Emplois dans les organisations internationales (OI) à Genève⁴¹ 23 000 – Fonctionnaires internationaux à Genève, titulaires d'une carte de légitimation délivrée par la Mission suisse 17 100 – Membres du personnel des Missions permanentes (MP) à Genève, y compris les

bureaux d'observateurs 3 800 – Communauté internationale en Suisse (OI/MP) avec les membres de famille et le personnel domestique privé (titulaires d'une carte de légitimation délivrée par la Mission suisse) 33 000 – Emplois dans les organisations internationales ayant conclu un accord de nature fiscale avec la Suisse (ACI, AMA, IATA, SITA et UICN) 900 – Emplois dans les ONG à Genève (estimation) 2 200 – Emplois découlant de la Genève internationale (estimation) 42 14 000

E. 40

Source: «Enquête sur les organisations internationales» publiée par l'Office cantonal de la statistique – Genève (OCSTAT: www.geneve.ch/statistique) (mars 2002, données pour 2000).

E. 41

Source: «Enquête sur les organisations internationales» publiée par l'Office cantonal de la statistique – Genève (OCSTAT: www.geneve.ch/statistique) (mars 2002, données pour 2000).

E. 42

Ce chiffre comprend les emplois de l'économie privée générés à Genève par la présence des organisations et des missions.

2417 Annexe 5 Les Suissesses et les Suisses dans le système onusien A mi-2002, environ 180 Suissesses et Suisses occupaient des postes professionnels dans le système onusien. 0 16 4 25 23 109

2418 Annexe 6 Liste des abréviations ACI Conseil international des aéroports ACP Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ACWL Centre consultatif sur la législation de l'OMC AELE Association européenne de libre-échange AG Assemblée générale AID Association internationale de développement AIEA Agence internationale de l'énergie atomique al. alinéa AMA Agence mondiale antidopage AMGI Agence multilatérale de garantie des investissements art. article BAB Bâtiment administratif «Balaxert» BCDPC Bureau pour le contrôle des drogues et la prévention du crime BIE Bureau international de l'éducation BIT Bureau international du travail BITH Bureau international du textile et de l'habillement BRI Banque des règlements internationaux CADONG Centre d'accueil pour les délégations et les ONG CAGI Centre d'accueil Genève Internationale CAP Processus d'appel consolidé CAT Comité contre la torture CCI CNUCED/OMC Centre de commerce international (CNUCED/OMC) CCNUCC Convention cadre des Nations Unies relative aux changements climatiques CCQAB Comité consultatif sur les questions administratives et budgétaires CCW Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (avec protocoles) CD Conférence du désarmement CDB Convention relative à la diversité biologique CDD Commission du développement durable CDESC Comité des droits économiques, sociaux et culturels CDF Contrôle fédéral des finances CDH Commission des droits de l'homme des Nations Unies CEE-ONU Commission économique des Nations Unies pour l'Europe CERD Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (Commission for the Elimination of Racial Discrimination) CERN Organisation européenne pour la recherche nucléaire CFPI Commission de la fonction publique internationale CICG Centre international de conférences Genève CICR Comité

international de la Croix-Rouge CIJ Cour internationale de Justice

2419 CINU Commission d'indemnisation des Nations Unies CITES Convention sur le commerce international des espèces de faune et flore sauvages menacées CIVPOL Police civile CLD Convention relative à la lutte contre la désertification CND Commission des stupéfiants (Commission on Narcotic Drugs) CNUCED Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement CNUDI Commission des Nations Unies pour le droit commercial international CNUEH (HABITAT) Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) COHRED Council on Health Research for Development COTIF Convention relative aux transports internationaux ferroviaires CPD Commission pour la population et le développement CS Centre Sud CSocD Commission du développement social (Commission on Social Development) CSW Commission de la condition de la femme (Commission on the Status of Women) DAH Département des affaires humanitaires DCAF Centre pour le contrôle démocratique des forces armées – Genève DDC Direction du développement et de la coopération DDPS Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports DFAE Département fédéral des affaires étrangères DPKO Département des opérations de maintien de la paix de l'ONU (Department of Peacekeeping Operations) ECOSOC Conseil Economique et Social FAO Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (Food and Agriculture Organisation) FCG Fédération genevoise de coopération FEM Fonds pour l'environnement mondial FENU Fonds d'équipement des Nations Unies FF Feuille fédérale FIDA Fonds international de développement agricole FIPOI Fondation des immeubles pour les organisations internationales à Genève FISCR Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge FMI Fonds monétaire international FNUAP Fonds des Nations Unies pour la population G-77 Groupe des 77 G-8 Groupe des huit pays les plus industrialisés GCRAI Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale GCSP Centre de politique de sécurité de Genève GEN Réseau environnement de Genève

2420 GF-ATM Fonds mondial contre le sida, la tuberculose et le paludisme GICHHD Centre international de déminage humanitaire de Genève GSD Garde de sécurité diplomatique de la police genevoise HABITAT Conférence des Nations Unies sur les établissements humains HCDH Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme HCR Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés IASC Comité permanent interorganisations IATA Association du transport aérien international IBW Institutions de Bretton Woods IDP Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays IGPF Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat, Panel forêts/Gestion des forêts INSTRAW Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (International Research and Training Institute for the Advancement of Women) IPCC Groupe intergouvernemental d'experts pour l'étude du changement climatique ISDR (SIPS) Stratégie internationale pour la prévention des catastrophes JIU Corps commun d'inspection (Joint Inspection Unit) KFOR Force internationale de protection du Kosovo LEA Ligue des Etats arabes LHC Large Hadron Collider (accélérateur à protons) MIE Maison internationale de l'environnement MIGA Multilateral Investment Guarantee Agency MINUK Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo MINURSO Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara Occidental mio. million MONUG Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie mrd milliard NNSC Commission neutre de contrôle des Nations Unies en Corée OACI Organisation de l'aviation civile internationale OAT Organisation arabe du travail OCDE

Organisation de coopération et de développement économiques OCHA Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (Office for the Coordination of Humanitarian Affairs) OCI Organisation de la conférence islamique OIAC Organisation pour l'interdiction des armes chimiques OIF Organisation internationale de la francophonie OIM Organisation internationale pour les migrations OIPC Organisation internationale pour la protection civile OIT Organisation internationale du travail OMC Organisation mondiale du commerce OMI Organisation maritime internationale OMM Organisation météorologique mondiale OMPI Organisation mondiale de la propriété intellectuelle OMS Organisation mondiale de la santé

2421 ONG Organisations non gouvernementales ONU Organisation des Nations Unies ONUDI Organisation des Nations Unies pour le développement industriel ONUSIDA Programme commun des Nations unies sur le VIH/SIDA OSCE Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe OTAN Organisation du Traité de l'Atlantique du Nord OTIF Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires PAM Programme Alimentaire Mondial PIB Produit intérieur brut PIC Procédure de consentement préalable en connaissance de cause dans le cas de certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international PNUCID Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues PNUD Programme des Nations Unies pour le développement PNUE Programme des Nations Unies pour l'environnement POP Polluants organiques persistants SFI Société financière internationale SITA Société internationale de télécommunications aéronautiques SMSI Sommet mondial pour le développement durable TPIY Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie UA Union africaine UE Union européenne UICN Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources UIP Union interparlementaire UIT Union internationale des télécommunications UNCDF Fonds d'équipement des Nations Unies UNESCO Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture UNICEF Fonds des Nations Unies pour l'enfance UNICRI Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice UNIDIR Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement UNIFEM Fonds de développement des Nations Unies pour la femme UNITAR Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche UNMAS Service d'action antimines des Nations Unies UNMEE Mission des Nations Unies en Ethiopie et en Erythrée UNOG Office des Nations Unies à Genève UNRISD Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social UNRWA Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient UNSAS Système des forces et moyens en attente des Nations Unies UNSCOM Commission spéciale des Nations Unies (Irak) UNSG Secrétariat général des Nations Unies UNU Université des Nations Unies

2422 UPOV Union internationale pour la protection des obtentions végétales UPU Union postale universelle USD dollar des Etats-Unis VIP Personne très importante VNU Volontaires des Nations Unies WEOG Groupe des Etats d'Europe occidentale et autres (Western and Other States Group)

2423 Table des matières Condensé 2340 1 Introduction 2341 2 Coopération de la Suisse avec l'ONU 2343 2.1 L'engagement de la Suisse à l'ONU depuis son adhésion 2343 2.1.1 L'ONU, plateforme de la coopération internationale 2343 2.1.2 La Suisse membre de l'ONU: premier bilan 2344 2.1.3 Paix, sécurité et désarmement 2346 2.1.4 Politique du développement et lutte contre la pauvreté 2351 2.1.5 Droits de l'homme 2353 2.1.6 Affaires

humanitaires 2355 2.1.7 Questions économiques et sociales 2356 2.1.8 Environnement 2357 2.1.9 Droit international 2359 2.1.10 Finances et personnel de l'ONU 2361 2.1.11 Réforme de l'ONU 2363 2.2 Perspectives pour 2003 et au-delà 2365 2.2.1 Perspectives de développement de l'ONU 2365 2.2.2 La Suisse et l'ONU: regard sur l'avenir 2366 2.2.3 Paix, sécurité et désarmement 2368 2.2.4 Politique du développement et lutte contre la pauvreté 2370 2.2.5 Droits de l'homme 2371 2.2.6 Affaires humanitaires 2372 2.2.7 Questions économiques et sociales 2372 2.2.8 Environnement 2374 2.2.9 Droit international 2374 2.2.10 Finances et personnel de l'ONU 2376 2.2.11 Réforme de l'ONU 2377 2.2.12 Migrations 2378 3 Coopération avec les organisations internationales ayant leur siège en Suisse 2378 3.1 Introduction 2378 3.2 Coopération multilatérale 2379 3.2.1 Affaires humanitaires 2379 3.2.2 Droits de l'homme 2380 3.2.3 Politique internationale de sécurité et désarmement 2381 3.2.4 Sciences et technologie 2382 3.2.5 Santé publique et affaires socio-économiques 2383 3.2.6 Environnement 2384 3.2.7 Economie, commerce et développement 2384

2424 3.3 Activités de la Suisse en tant qu'Etat hôte 2386 3.3.1 Vue d'ensemble de la politique d'accueil de la Suisse 2386 3.3.2 Genève internationale 2387 3.3.2.1 Quelques chiffres clés 2387 3.3.2.2 Assistance des diplomates et fonctionnaires internationaux à Genève 2388 3.3.2.3 Organisations non gouvernementales (ONG) 2389 3.3.2.4 Sécurité 2390 3.3.2.5 Politique immobilière et FIPOI 2390 3.3.3 Perspectives de développement de la politique d'accueil en intégrant la dimension régionale 2391 4 Candidatures et personnel suisses dans le système onusien 2393 4.1 Planification des candidatures suisses au sein du système des Nations Unies 2393 4.1.1 Cadre général 2393 4.1.2 Perspectives 2395 4.1.2.1 Secrétariat 2395 4.1.2.2 Assemblée générale 2395 4.1.2.3 Conseil économique et social (ECOSOC) 2395 4.1.2.4 Conseil de sécurité 2396 4.1.2.5 Fonds et programmes, organisations spécialisées, Cour internationale de justice 2397 4.2 Les Suissesses et les Suisses au sein du système des Nations Unies 2398 4.2.1 Image d'ensemble 2398 4.2.2 Impact de l'adhésion à l'ONU sur le recrutement de Suissesses et de Suisses 2398 4.2.3 Augmenter le nombre de Suissesses et de Suisses dans les organisations intergouvernementales 2399 4.2.4 Information et conseils 2399 4.2.5 Programme de jeunes professionnels 2400 Liste des Annexes 2402

Schweizerisches Bundesarchiv, Digitale Amtsdrukschriften Archives fédérales suisses, Publications officielles numérisées Archivio federale svizzero, Pubblicazioni ufficiali digitali Rapport 2003 sur la coopération de la Suisse avec l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'avec les organisations internationales ayant leur siège en Suisse In Bundesblatt Dans Feuille fédérale In Foglio federale Jahr 2003 Année Anno Band 1 Volume Volume Heft 12 Cahier Numero Geschäftsnummer 03.018 Numéro d'affaire Numero dell'oggetto Datum 01.04.2003 Date Data Seite 2339-2424 Page Pagina Ref. No 10 127 140 Die elektronischen Daten der Schweizerischen Bundeskanzlei wurden durch das Schweizerische Bundesarchiv übernommen. Les données électroniques de la Chancellerie fédérale suisse ont été reprises par les Archives fédérales suisses. I dati elettronici della Cancelleria federale svizzera sono stati ripresi dall'Archivio federale svizzero.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.